

TUNISIE

MPO SM22

Tableau 1 2021

Population (en millions d'habitants)	11.9
PIB (en milliards de dollars courants)	44.2
PIB par habitant (en dollars courants)	3701.0
Taux de pauvreté national ^a	15.2
Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars) ^a	3.0
Indice de Gini ^a	32.8
Taux de scolarisation dans le primaire (% brut) ^b	113.4
Espérance de vie à la naissance, années ^b	76.7
Émissions totales de GES (mCO ₂)	34.3

Source : Indicateurs du développement dans le monde, Macro Poverty Outlook et données officielles.

a) Valeur la plus récente (2015).

b) Indicateurs du développement dans le monde pour la scolarisation (2020) et l'espérance de vie (2019)

Les perspectives économiques de la Tunisie restent hautement incertaines. La reprise économique a été relativement modeste en 2021. Les problèmes de viabilité de la dette sont restés aigus en raison de l'augmentation des déficits budgétaires et des besoins de financement. En tant qu'importateur net d'énergie et de céréales, la Tunisie est vulnérable aux flambées des prix mondiaux des produits de base. Pour accélérer la reprise et préserver la stabilité macroéconomique, des réformes structurelles doivent être mises en œuvre au plus tôt.

Faits marquants et défis

Une décennie après la révolution, la Tunisie est confrontée à des difficultés grandissantes sur le plan économique. En raison des lenteurs dans la mise en œuvre des réformes, le pays reste relativement fermé à l'investissement et aux échanges commerciaux et est mal équipé pour tirer profit des possibilités offertes par l'économie mondiale. Alors que la croissance et la création d'emplois par le secteur privé ont stagné pendant les dix dernières années, l'État a continué d'intervenir en tant qu'employeur de dernier ressort et stabilisateur des prix grâce à des subventions. Cette démarche a entraîné une détérioration de la situation budgétaire sous l'effet de la masse salariale importante du secteur public, de l'augmentation des subventions énergétiques et alimentaires et des résultats insatisfaisants des entreprises publiques. Ces faiblesses ont été exacerbées par la pandémie de COVID-19. Les perspectives de croissance de la Tunisie reposent essentiellement sur des réformes structurelles rapides et décisives visant à remédier aux distorsions économiques et aux pressions budgétaires. Le gouvernement entend promouvoir certaines réformes essentielles, notamment : i) l'élimination des autorisations et permis d'entrée des entreprises sur le marché, ii) la réduction des subventions à la consommation en compensant les catégories sociales les moins favorisées ; iii) l'amélioration des résultats des entreprises publiques ; et iv) la diminution de la masse salariale du secteur public. Des progrès doivent être accomplis dans ces domaines pour stabiliser la situation macroéconomique et convenir d'un nouveau programme avec le FMI, lequel

est indispensable pour mobiliser des financements multilatéraux et bilatéraux et regagner l'accès aux marchés financiers internationaux.

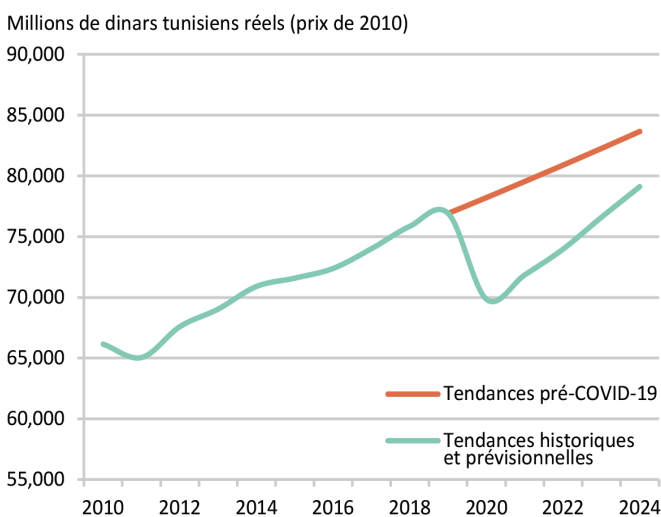
Évolutions récentes

Selon les estimations, le PIB a augmenté de 2,9 % en 2021, les restrictions à la circulation imposées à travers le pays ayant été assouplies à la faveur de la maîtrise de la propagation de la COVID-19 dès le second semestre de l'année et de l'accroissement de la couverture vaccinale. La reprise économique a été relativement modeste, compte tenu de la forte contraction du PIB en 2020 qui, à 9,2 %, a été la plus forte de la région MENA. Les principaux déterminants de cette modeste reprise sont notamment la dépendance relative de l'économie à l'égard du tourisme, l'espace budgétaire limité et l'environnement économique difficile, notamment les restrictions à l'investissement et la concurrence.

Les résultats sur le marché du travail restent limités. Le taux de chômage déjà élevé a atteint 18,4 % au 3^e trimestre 2021, conjugué à une légère diminution de l'activité sur le marché du travail. Le chômage est particulièrement élevé chez les jeunes, les femmes et dans l'ouest du pays.

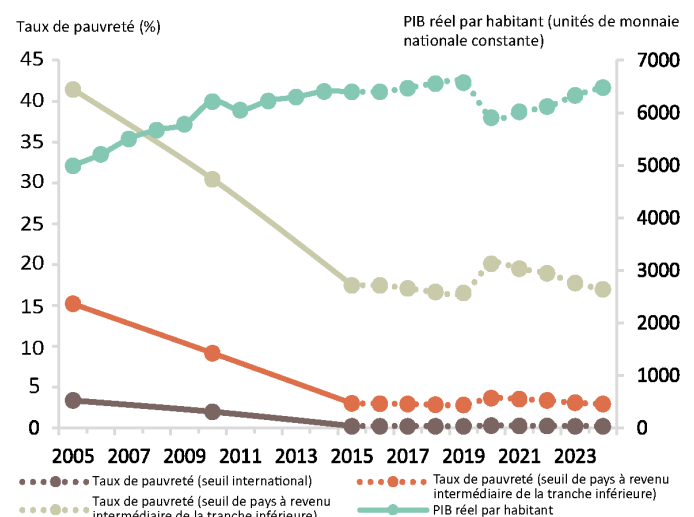
Selon les estimations, le déficit courant a rétréci pour atteindre 7,7 % du PIB en 2021, contre 9,4 % en 2020. L'accroissement des dépenses du fait de l'augmentation des subventions (en particulier dans le secteur de l'énergie) et de la hausse des salaires dans la fonction publique a été plus que compensé par le raffermissement des recettes, principalement celles issues des impôts indirects. Le déficit a été financé à la fois par le refinancement et

FIGURE 1 Tunisie / PIB réel : données réelles et projetées et tendances pré-COVID-19



Sources : Institut national de la statistique et Banque mondiale.

FIGURE 2 Tunisie / Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant



Source : Banque mondiale. Note : Voir le tableau 2.

la monétisation de la dette. La dette publique a progressé à 84 % du PIB

Le déficit courant s'est légèrement creusé en 2021, pour s'établir à 6,5 % du PIB, alors qu'il était de 6,1 % du PIB en 2020. Cette détérioration s'explique par un déficit commercial plus prononcé, les importations ayant augmenté plus que les exportations. Le déficit commercial est néanmoins compensé par une progression de 28 % du revenu primaire (principalement des envois de fonds). La forte progression des importations est portée par la croissance de la demande intérieure liée à l'augmentation des dépenses publiques et des exportations.

Perspectives

Selon les projections, le taux de croissance devrait atteindre 3 % en 2022, à la faveur d'une reprise progressive de l'économie mondiale après la pandémie. Cependant, ce taux ne devrait pas encore permettre à la production de retrouver ses niveaux de 2019, avant la pandémie. La croissance devrait à terme gagner du terrain, mais

elle resterait modeste à moyen terme, autour de 3,5 % par an, en raison des faiblesses structurelles préexistantes ainsi que des conséquences économiques et de l'incertitude entourant l'invasion russe de l'Ukraine et les sanctions connexes.

Les finances publiques et le compte extérieur de la Tunisie resteront précaires en l'absence d'un programme avec le FMI et dans un contexte mondial incertain. Selon les projections, le déficit courant devrait s'alourdir sensiblement pour atteindre 7,6 % du PIB en 2022, sous l'effet de la flambée des prix de l'énergie et des produits alimentaires. Malgré quelques efforts d'assainissement des finances publiques – dont deux cycles d'augmentation des prix des carburants en février et mars 2022 –, le déficit budgétaire resterait élevé à 6,1 % du PIB en 2022, selon les projections. Les besoins bruts de financement public sont projetés autour de 20 milliards de dinars tunisiens en 2022 (6,9 milliards de dollars ou 14,7 % du PIB), la moitié étant destinée à l'amortissement de la dette extérieure. Les pressions inflationnistes alimentées par la hausse des prix des produits de base freineront davantage la monétisation de la dette.

Les conséquences économiques de la guerre entre la Russie et l'Ukraine et les sanctions connexes présentent des risques de dégradation importants pour l'économie tunisienne. En tant qu'importateur net de produits de base, la Tunisie devrait souffrir des pressions supplémentaires exercées par la hausse continue des prix de l'énergie et des denrées alimentaires sur son compte extérieur en raison du renchérissement des factures d'importation, tandis que l'augmentation des subventions pourrait grever lourdement sa marge de manœuvre budgétaire. En effet, les subventions à l'énergie augmenteraient de 3,9 % du PIB si le prix moyen du pétrole montait à 115 dollars le baril en 2022, comme au lendemain de l'invasion russe. Et les subventions céréalières monteraient à 0,2 % du PIB si les prix du blé étaient rehaussés de 20 % par rapport à leurs niveaux de novembre 2021.

Le taux de pauvreté devrait atteindre 3,4 % en 2022 et 3,1 % en 2023 si l'on utilise le seuil de 3,2 dollars (PPA de 2011). La proportion des personnes pauvres et vulnérables au seuil de 5,5 dollars (PPA de 2011) devrait diminuer, passant de 18,9 % en 2022 à 17,7 % en 2023, mais ne devrait pas retrouver ses niveaux d'avant la crise avant 2024.

TABLEAU 2 Tunisie / Indicateurs macroéconomiques des perspectives en matière de pauvreté

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2019	2020	2021 e	2022 p	2023 p	2024 p
Croissance du PIB réel, aux prix constants du marché	1,4	-9,2	2,9	3,0	3,5	3,3
Consommation privée	2,3	-5,1	2,0	3,0	4,5	4,0
Consommation des administrations publiques	2,4	-5,3	1,9	3,5	1,3	1,6
Formation brute de capital fixe	0,5	-28,7	1,7	6,3	4,1	4,8
Exportations, biens et services	-4,1	-20,4	10,3	5,9	8,0	8,0
Importations, biens et services	-6,9	-19,3	8,0	7,7	9,0	9,0
Croissance du PIB réel, aux prix constants des facteurs	1,5	-9,8	3,0	3,1	3,5	3,3
Agriculture	5,7	0,4	-5,4	-4,6	4,0	4,0
Industrie	-1,4	-9,3	7,5	8,5	3,5	3,2
Services	2,1	-11,4	2,6	2,0	3,5	3,2
Inflation (indice des prix à la consommation)	6,7	5,6	6,5	6,5	6,5	6,0
Solde courant (% du PIB)	-8,1	-6,1	-6,5	-7,6	-7,2	-6,9
Dette (% du PIB)	-2,9	-9,4	-7,7	-6,3	-5,6	-3,9
Solde budgétaire (% du PIB)	67,9	79,5	84,5	84,2	90,6	91,0
Solde primaire (% du PIB)	-0,4	-5,8	-4,7	-3,1	-2,5	-0,6
Taux de pauvreté, seuil international (1,9 dollar en PPA de 2011)^{a,b}	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars en PPA de 2011)^{a,b}	2,9	3,7	3,5	3,4	3,1	3,0
Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (5,5 dollars en PPA de 2011)^{a,b}	16,6	20,1	19,5	18,9	17,7	17,0
Croissance des émissions de GES (MtCO₂)	0,7	-8,5	-0,3	3,3	2,1	1,9
Émissions de GES liées à l'énergie (% du total)	73,0	71,7	71,2	71,5	71,5	71,3

Source : Banque mondiale, Pôles Pauvreté et équité ainsi que Macroéconomie, commerce et investissement. Données sur les émissions tirées du CAIT et de l'OCDE. Notes: e = estimation, p = prévision.

a) Calculs basés sur les données réelles de l'ENBCNV 2015. Données réelles : 2015. Prévision immédiate : 2016-2021. Les prévisions portent sur la période 2022-2024.

b) Projections à partir d'une hypothèse de répartition neutre (2015) avec répercussion des variations du taux de change = 0,7 sur la base d'un PIB par habitant en unités de monnaie nationale constante.